

CONVENTION NATIONALE.

OPINION

DE

LECOINTE-PUYRAVEAU,

Député du Département des Deux-Sèvres,

*Sur les propositions relatives au mode de
Jugement de Louis Capet;*

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CONVENTION.



A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

Législation. N^o. 241.

1793.

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

DANS la première partie de mon opinion, imprimée le 27 Novembre dernier, j'ai prouvé que Louis Capet devoit être jugé, parce qu'il étoit coupable, & que parmi les hommes nul crime connu ne doit éster impuni. Ici, j'examine quelle est la manière de le juger la plus conforme aux principes de la souveraineté du peuple, & la plus convenable à notre position actuelle, soit relativement à nos ennemis extérieurs, soit relativement aux efforts que pourroient faire des malveillans au sein même de la République.

O P I N I O N

DE

LECOINTE-PUYRAVEAU,

Député du Département des Deux-Sèvres,

*Sur les propositions relatives au mode de
Jugement de Louis Capet.*

ON peut dire qu'il ne s'agit plus maintenant que de décider entre deux opinions auxquelles toutes les autres se rapportent. Suivant la première, la Convention nationale doit seule juger définitivement Capet; suivant la seconde, elle doit soumettre son jugement à la ratification du peuple, ou déclarer simplement les faits, & laisser à la nation, au souverain, le soin de désigner & d'appliquer lui-même la peine. Laquelle de ces opinions doit être adoptée? C'est ce que je me propose d'examiner.

Si vous jugez vous-mêmes, vous a-t-on dit, votre jugement, quel qu'il soit, entrainera après lui les plus grands inconvéniens, soit que vous laissiez la vie au tyran, soit que vous le conduisiez à l'échafaud. Dans le premier cas, on vous attribuera tout le mal qui pourra avoir lieu; dans le second, la mort servira de prétexte à tout le mal qu'on voudra faire. Il n'est qu'un moyen d'éviter ces deux écueils également redoutables : c'est de laisser à la nation, aux citoyens réunis en assemblées primaires, le soin de désigner le genre de peine qu'il peut avoir mérité. Ce parti est conforme aux principes de la souveraineté du peuple, qui veut qu'il fasse par lui-même tout ce qu'il est physiquement possible qu'il fasse; il ne peut entrainer aucunes suites funestes; car de deux choses l'une : ou le peuple veut la mort du tyran, ou il ne la veut pas. S'il le condamne à mort, nul n'aura droit de se plaindre; s'il veut lui conserver la vie, de quel droit, vous législateurs, vous simples mandataires, qui n'avez d'autre mission que ce le d'exprimer la volonté de vos commettans, le traîneriez-vous au supplice?

A ces principes inattaquables, à ces raisonnemens que la justice & la prudence avouent également, comment a-t-on répondu? Par des personnalités, de vaines déclamations, & des phantômes dont trop long-temps les amis de la liberté se sont laissé effrayer. Il est temps enfin que cette lutte cesse; il est temps qu'on puisse discerner ceux qui défendent & maintiennent sincèrement la souveraineté du peuple, de ceux qui n'en ont si souvent le mot à la bouche que pour cacher le projet qu'ils ont de l'anéantir : le moment est venu d'arracher le masque de ceux qui ne flattent le peuple que pour le trahir.

Si vous laissez au peuple, s'est-on écrié, le soin de fixer le genre de peine qu'a mérité le tyran, vous allumez les torches de la guerre civile, l'aristocratie levera sa tête audacieuse, les royalistes semeront de toutes parts des germes de division & de discorde, les Français s'armeront les uns contre les autres, une affreuse anarchie déchirera le sein de la patrie, & le despotisme renaissant nous courbera de nouveau sous le joug, & nous donnera des fers plus pesans que jamais.

Ce tableau est effrayant, mais il ne présente qu'un mensonge. Il n'est fait que pour nous induire en erreur; ceux qui l'ont tracé sont des ignorans ou des calomnieux. Sur quoi se fondent-ils pour dire que les royalistes trouveront des partisans dans les départemens? en ont-ils trouvé lorsque Louis Capet n'étoit encore que suspendu, & qu'on pouvoit plus facilement égaler l'opinion

sur son compte ? Sur quoi se fondent-ils pour dire que l'aristocratie lèvera impunément sa tête audacieuse ? quelle seroit donc cette aristocratie ? celle des prêtres perturbateurs ? ils ont été bannis ; celle des ci-devant nobles ? ils traînent au-delà du Rhin leur honte & leur misère : il ne peut rester que des amis de la patrie & de la liberté. S'il étoit possible que quelques scélérats eussent paru patriotes sans l'être , ils garderoient le silence , ils craindroient d'être reconnus ; & s'ils osoient tramer des manœuvres perfides, un seul instant suffiroit pour leur châtement ; ils disparaîtroient bientôt sous la masse irrésistible des véritables républicains. On parle de guerre civile ; on n'y croit pas : on sait bien que les efforts qu'on a déjà faits pour en amener les horreurs, ont été inutiles ; & l'expérience des brigands a dû leur apprendre qu'ils ne sont pas si puissans pour faire le mal qu'ils l'auroient cru. Un moment a été où la loi n'avoit plus d'empire, où chacun sembloit être appelé à ne prendre pour guide que sa passion, son intérêt particulier, ou des desirs de vengeance : c'étoit après le 10 août. Il n'y avoit plus de roi, l'ordre constitutionnel n'existoit plus, toutes les autorités constituées pouvoient être impunément méconnues ; les ennemis extérieurs avoient sur nous l'avantage de toutes parts, ils chassoient devant eux nos armées & prenoient nos villes ; presque tous les hommes en état de porter les armes avoient quitté leurs foyers pour se rendre dans nos camps. Un libre champ étoit abandonné à la malveillance ; quel avantage n'auroient pas eu alors les suppôts du roi, de la noblesse & du clergé ? ils auroient pu répandre la terreur en montrant l'armée prussienne entre Verdun & Paris ; entraîner après eux ceux qui jusques-là avoient été contenus par la loi, en disant que ceux qui l'avoient faite avoient été les premiers à la détruire : ils auroient pu aussi se servir puissamment des traits empoisonnés de la calomnie, en disant qu'un parti, que Paris seul étoit intéressé à soutenir, n'abattoit l'un que pour placer l'autre ; qu'on n'avoit détruit le despotisme d'un homme, que pour essayer le despotisme absorbant d'une ville immense sur des cités ou moins peuplées, ou moins ambitieuses. Eh bien ! dans des circonstances si propres à servir les projets des ennemis de la patrie, si propres à armer les citoyens les uns contre les autres, quelqu'un a-t-il osé se montrer ? Non. L'aristocratie éperdue n'a rien osé ; on n'a pas vu un seul royaliste ; tout est resté dans le calme. Le peuple étoit digne de la République, de ce bienfait dont on s'occupoit sérieusement à le priver, au moment même qu'on disoit le lui venir apporter.

En jugeant l'homme tel qu'il est, on trouve qu'il est disposé

à ne souffrir qu'avec peine aux autres les biens & les jouissances qu'il n'a pas lui-même. A cet instant où toute autorité étoit évanouie, où il n'y avoit plus de règle que l'intérêt bien ou mal entendu de chacun, un moyen qui paroïssoit inmanquable pour faire entregorger des frères, c'étoit de montrer à l'indigent laborieux le superflu du riche indolent ; c'étoit de montrer au journalier mercenaire l'abondante récolte de l'avidé fermier ; c'étoit, en un mot, de donner à entendre que si un seul geste de la nation avoit pu détruire les privilèges de la noblesse & du clergé, un seul de ses mouvemens suffisoit encore pour détruire le privilège de ceux qui ne travaillent pas, sur ceux qui se dessèchent par un travail forcé, en arrosant de leurs sueurs un champ dont un autre a les fruits. Eh bien ! ce moyen a été employé, mais en vain ; tout le peuple, que je ne séparerai pas, moi, de la nation comme on l'a fait avec perfidie à cette tribune, étoit digne de recueillir les fruits de la dernière révolution ! Il étoit sorti de cette immense cité où nous nous trouvons, des hommes qui, sous prétexte d'imprimer le mouvement salutaire de la révolution aux départemens, ne répandoient que des idées propres à tout bouleverser & tout détruire ; s'ils avoient été suivis, la liberté eût trouvé son tombeau dans le berceau même de la république ; s'il eût été possible que la guerre civile s'allumât, c'eût été à la voix de ces émissaires forcés, qui, après avoir annoncé qu'il n'existoit plus de lois, ne craignoient pas de dire que l'égalité, pour n'être pas une chimère, n'exigeoit plus qu'un petit effort, un peu d'énergie, & qu'alors tout iroit bien. Vous sentez quel étoit leur but ; on le reconnut aussi par tout où ils passèrent : les apôtres de la guerre intestine, les plus redoutables qui furent jamais, ne recueillirent pour prix de leurs bienveillans efforts, que la malédiction de ceux qu'ils avoient cru pouvoir égayer ; leurs torches incendiaires s'éteignirent dans leurs mains ; ceux qu'ils vouloient tromper, les punirent ; ils vouloient faire commettre le crime, ils reçurent la peine de celui qu'ils commettoient eux-mêmes. Les portes des prisons furent ouvertes, & on les y plongea.

Maintenant, je le demande, si nous laissons aux citoyens français, comme je pense que c'est notre devoir, le soin de désigner la peine qu'a méritée Louis Capet, croit-on que les circonstances soient plus favorables aux malveillans que celles dont je viens de parler ? Cela est impossible : les lois reçoivent leur exécution, nos ennemis sont battus, les prêtres sont chassés, l'ombre même des nobles est passé ; le peuple voit la liberté s'affermir, il a placé des ré-

publicains dans les administrations & les tribunaux ; soyons fermes , donnons lui l'usage de ses droits , il les exercera avec justice & majesté : il ne sera pas plus ébranlé *des efforts qu'on ne manquera pas de faire pour justifier ce dont on nous menace*, qu'un rocher solidement assis sur sa base profonde , ne peut l'être par les flots qui viennent successivement se briser à ses pieds.

On parle de guerre civile , mais par quel moyen pourroit-on l'exciter ? Par la pitié que pourroit inspirer un homme qui fut roi ? Mais quelle idée a-t-on donc des citoyens français ? Ne savent-ils plus distinguer le juste de l'injuste ? Quoi ! l'on feint de croire que ceux qui souffrent qu'on ôte la vie à un homme qui n'est coupable que d'un crime , prendront , sans autre intérêt , les armes pour la défense d'un tyran coupable des plus grands forfaits. Citoyens , on nous tend un piège , prenons garde d'y tomber ; faisons-le servir contre ceux qui vouloient vous y entraîner.

Voyons ce qu'un royaliste pourroit dire , je suppose , aux habitans des campagnes , pour les déterminer à sauver Capet du fer qui le menace. Leur dira-t-il que Capet n'est pas coupable ? Mais il n'est pas une famille villageoise qui n'ait quelqu'un des siens dans nos armées ; tous savent que nous combattons des émigrés qui se sont armés au nom du roi. Quoi ! un père aura envoyé son fils contre ceux qui veulent rétablir le roi , & lui , le sauveroit le roi ? C'est une absurdité , sans exemple , de supposer des dispositions pareilles à des Français , ce seroit être indigne de les représenter. Voudroit-on faire quelques tentatives auprès de ceux qui furent égarés par le fanatisme ? Le voile est déchiré , l'illusion n'est plus , le prêtre paroît ce qu'il est , il n'est plus à craindre ; d'ailleurs , s'il y en a d'intéressés à s'opposer au nouvel ordre de choses , il en est aussi d'intéressés à le maintenir , & leur intérêt nous répond d'eux ; payons-les , ils feront parler le ciel pour nous ; & loin de nous nuire , ils nous serviront puissamment.

Je présume qu'on n'osera pas dire que la nation regrette le tyran & son régime ; la calomnie seroit trop grossière , l'injure seroit trop atroce. Sur quoi donc sont fondés les sinistres présages de ceux qui nous menacent de la guerre civile ? Puisque , malgré leurs épouvantables déclamations , on n'apperçoit pas ce qui pourroit la produire , puisque personne n'y seroit intéressé , il est difficile de le dire : cependant en réfléchissant on peut reconnoître des motifs ; voici le compte que je m'en rends à moi-même. Les hommes les plus instruits & les plus réfléchis ne sont pas à l'abris des premières impressions , souvent elles l'entraînent. Lors donc qu'un

homme a formé un projet qu'il désespère de pouvoir faire adopter par des raisons, il s'occupe bien moins à en développer les avantages, qui souvent seroient bien difficiles à prouver, que de présenter un tableau vrai ou faux des maux qui pourront résulter. Si l'on ne fait pas ce qu'il propose, qu'arrive-t-il ? C'est qu'au premier abord, la crainte rend incapable de réfléchir ; & l'on regarde comme possibles, des événemens dont, dans tout autre instant, on se démontreroit facilement l'impossibilité. Je crois avoir trouvé le secret de ceux qui nous parlent de guerre civile ; ils savent que de tous les fléaux, il n'en est point de plus affreux pour les amis de l'humanité ; i's cherchent à tirer parti de ce sentiment, mais ils en ont abusé ; & par là, en nous montrant leur mauvaise foi, ils nous ont donné contre eux des armes dont nous pouvons nous servir avec avantage ; mon observation est fondée. En effet, depuis quelque temps, quand une proposition est faite, on se met fort peu en peine de la développer ou de la discuter, on la jette en avant ; & si quelqu'un la combat, on se contente de dire qu'elle est le seul moyen d'éviter la guerre civile ; si l'on insiste, alors l'on prodigue les dénominations d'ennemi de la patrie, de royaliste, de contre-révolutionnaire ; par-là on se ménage, d'un côté, le moyen d'interpréter à son gré les événemens qui peuvent avoir lieu ; de l'autre, la facilité de jeter de l'odieux sur ceux qui ne suivent que l'impulsion de leur conscience, ne tiennent qu'à la raison & la justice, & combattent le mal partout où ils l'apperçoivent. Il en résulte que bien des gens se laissent tromper, & que pour éviter un mal imaginaire, ils font un mal réel. L'usage de cette ratiqne vraiment infernale a été portée au point, que dans une de nos séances où il ne s'agissoit que de faire rentrer un membre dans les bornes du règlement, on entendit crier, ici, à cette tribune, contre ceux qui demandoient que le perturbateur fut rappelé à l'ordre, *qu'ils vouloient allumer la guerre civile*. Hommes de bonne foi, jugez maintenant : la guerre civile, parce qu'un homme méchamment, inconséquent, se sera manqué à lui-même, en manquant de respect aux représentans du peuple ! Ah ! la perfidie se montre bien ici dans tout son jour, & nous apprend bien quelle confiance nous devons avoir dans ceux qui nous étourdissent par leurs clameurs, & veulent nous égarer par des phantômes. On emploie aussi l'inculpation de royalisme dans le même sens que la menace de la guerre civile ; ce sont les deux grands leviers dont se servent les intrigans : ils ont été déjà bien funestes ; mais maintenant nous les voyons, nous pouvons les rendre inutiles, en nous attachant fortement aux principes.

Contre la proposition de Salle, ou celle de l'appel au peuple, on n'emploie que deux moyens, celui de la guerre civile & celui de l'impossibilité de recueillir les suffrages des citoyens. J'ai prouvé que le premier n'étoit qu'un épouvantail, sans aucun espèce de fondement, je pourrois ajouter que ceux qui s'en sont servi, ont fait une insulte à nos concitoyens; les connoissent-ils? qui peut les autoriser à les calomnier? quelles notions ont-ils pour juger ceux qui nous ont choisis, & pour reprendre des nuages sur la pureté de leur patriotisme, & leur attachement à la République? Vous tous qui avez parlé de guerre civile, vous ne connoissez pas vos frères; quoi! vous daignez bien croire qu'il ont eu assez de discernement pour reconnoître votre haute vertu & vos rares talens, & vous ne les croyez pas capables de juger tranquillement les crimes d'un tyran? quoi! ils n'ont pas pris les armes pour empêcher ceux en qui ils n'ont pas confiance de les représenter, & vous ne craignez pas de dire qu'ils les prendroient pour protéger un homme dont l'existence abhorrée, ne peut leur présenter aucun avantage? je vois là, je vous l'avoue, une inconséquence dont on ne peut consentir à se souiller que par un bien puissant intérêt, & pour servir quelques projets cachés.

Je viens au moyen de l'impossibilité de recueillir les suffrages; a-t-il besoin d'être encore réfuté? Est-il nécessaire de dire à ceux qui ont déclaré que les assemblées primaires délibéreroient sur les articles constitutionnels, que ces assemblées peuvent avec plus de facilité émettre leur vœu sur la peine qu'a méritée Capet, adopter ou rejeter le jugement que vous avez porté? je ne le crois pas. Je ne vous ferai pas l'injure de vous prouver qu'il est plus facile de décider sur des faits reconnus & prouvés, que de discuter des principes constitutionnels ou des bases de gouvernement.

C'est se jouer de la nation, a-t-on dit, que de lui renvoyer la décision d'une affaire qu'elle nous a chargés de juger; cette allégation est inconsiderée & dénuée de preuves; mais je veux bien l'admettre; quoi! lorsque les circonstances sont telles, qu'on ne pouvoit pas les prévoir, sont telles, que la nation seule peut décider sans danger, la nation pourroit nous savoir mauvais gré de ce que nous lui soumettrions nos décisions? non, elle verroit en nous des mandataires fidèles qui craignent d'abuser des pouvoirs qui leur sont confiés, & qui redoutent d'occasionner à leur patrie de maux peut-être trop certains.

Opinion de Lecointe-Puyraveau.

Mais, bien loin que la nation nous ait spécialement chargés de juger définitivement Capet, qu'on ouvre l'invitation sur laquelle le peuple Français a formé la Convention nationale; on y verra que rien n'est précis, que tout peut être appliqué à la question politique, qui, il faut le dire, occupoit uniquement l'Assemblée législative, lorsqu'elle prononça la suspension du ci-devant roi: rien n'est directement applicable à l'individu, ou ne peut lui être appliqué, que par une interprétation forcée; & l'on voudroit que dans une incertitude pareille, lorsque des malheurs aussi grands que ceux dont on nous a parlé, nous menacent, nous prissions sur nous! une si grande responsabilité nous ne pouvons y consentir; nous devons laisser à la nation à statuer sur un point que son silence nous apprend assez qu'elle veut régler elle-même.

Chacun a présent à l'esprit de dilemme de Salle, que j'ai rappelé au commencement de mon opinion: ou le peuple veut la mort du tyran, ou il ne la veut pas; il est curieux de voir la manière dont on y a répondu; sans doute, a-t-on dit, le peuple veut la mort & déjà il a exprimé son vœu à cet égard; si c'est sérieusement qu'on a fait cette réponse: voici ma réplique; le peuple, dites vous, a exprimé son vœu; eh bien! y a-t-il eu une guerre civile? s'est-il montré de chefs de partis? non, il n'en a point paru, eh! pourquoi donc pensez vous qu'il pourroit maintenant y en avoir? les circonstances sont-elles plus favorables aux projets des ennemis de la chose publique? Vous ne pouvez pas le soutenir; eh bien! voici comme je raisonne à mon tour: selon vous, le peuple a exprimé son vœu sans troubles ni désordres; ce que vous supposez qu'il a fait, il peut encore le faire; pourquoi nous parlez-vous donc de guerre civile? d'après vous-mêmes, il n'y a aucun danger à ce que le peuple prononce.

Mais pourquoi admettre une erreur? il n'est pas vrai que le peuple ait exprimé son vœu; quel est le mode qu'il a suivi? quel est le résultat qu'il a présenté? qu'on nous le montre, & nous nous y conformerons; mais il n'y en a pas. L'acte d'après lequel la Convention nationale a été formée ne porte que ces mots: « le chef du pouvoir exécutif est suspendu de ses fonctions jusqu'à ce que la Convention nationale ait prononcé sur les mesures qu'elle croira devoir adopter pour assurer la souveraineté du peuple & le règne de la liberté & de l'égalité. C'est d'après cet article que la Convention nationale a été formée, rien n'a été ajouté, nous avons été envoyés dans les termes de l'invitation; nous devons donc la prendre pour règle de nos

pouvoirs. Maintenant y trouvons - nous, que le peuple, en nous envoyant, ait exprimé son vœu sur l'individu ? je l'avoue, je cherche en vain, & je ne trouve point ce qu'on a avancé. On a dit que le peuple avoit exprimé son vœu, mais on ne l'a point prouvé ; je le répète, cela n'est pas vrai, il ne l'a exprimé qu'indirectement sur la question politique que vous avez décidé par l'abolition de la royauté.

Ce que je viens de dire peut servir de réfutation au moyen que Barrère semble avoir employé avec plus de confiance, lorsqu'il a soutenu, avec Robespierre, mais sans en donner plus de preuves que lui, que le recours au peuple étoit contraire aux principes, car il a dit que par la nature de notre mandat nous nous trouvions expressément chargés de juger Capet ; pour vous en convaincre, il vous a cité l'opinion de Salle, qui, en 1791, établissant la différence entre une législature & une Convention nationale disoit que la législature étoit une sorte de magistrature conservatrice, tandis qu'une Convention devoit être une assemblée exerçant la souveraineté de la nation. Il a encore cité un passage de l'exposition de la conduite de l'Assemblée législative, dans lequel cette Assemblée ne disoit rien autre chose, sinon qu'elle n'avoit pas des pouvoirs suffisans. Mais peut-on raisonnablement soutenir que de ces citations il en découle cette conséquence ? que le peuple nous a spécialement chargé de juger Capet. Je dis que non ; il en résulte bien qu'une simple législature n'avoit que des pouvoirs très-circonscrits ; qu'une Convention nationale peut exercer par délégation la partie de la souveraineté que le peuple ne peut pas exercer lui-même en détail ; mais il n'en résulte pas que les décisions des délégués doivent, contre les principes, être exécutées sans la ratification du peuple. Le raisonnement que Barrère a développé avec un si grand appareil, peut être réduit en peu de mots. Vous représentez le peuple français tout autant qu'il peut être représenté, vous avez dans vos mains tous les pouvoirs, donc vous pouvez juger irrévocablement Capet. Je réponds : les pouvoirs que nous avons dans nos mains ne peuvent produire d'effet, qu'autant que nos décisions ont reçu la sanction directe ou indirecte du peuple, lorsque la chose est physiquement possible ; autrement nous serions ses maîtres, ce qui n'est pas, ce qui ne peut pas être ; & ce principe est pour le moins aussi certain que celui de Barrère. Je réponds encore : si votre raisonnement étoit admis sans restriction comme vous le présentez, nous aurions commis une inconséquence, en déclarant qu'il n'y auroit de constitution que celle acceptée par les Citoyens, réunis en assemblées primaires.

car on pourroit dire aussi, le peuple vous a délégué l'exercice de sa souveraineté; il a remis tous les pouvoirs dans vos mains; vous n'avez plus besoin de recueillir son vœu. De deux choses l'une, ou il vous a délégué la plénitude de sa souveraineté, ou il ne vous l'a pas pas déléguée; s'il vous a délégué la plénitude de sa souveraineté, vous agissez pour lui, & il ne peut plus agir après vous, autrement il seroit possible que la souveraineté fit deux actions contraires sur le même objet; ou il ne vous a pas délégué cette plénitude de la souveraineté, ce qui est vrai; & dans ce cas, il faut avoir le courage de le dire franchement. Nous ferions une grande faute si nous ne précisions pas nos idées sur ce point. Proclamons une grande vérité; c'est que nous ne sommes ici que pour faire un projet de constitution, & que nous sommes bien moins pour exercer la souveraineté du peuple, que pour l'éclairer sur l'usage qu'il doit en faire lui-même; d'après cela, en mettant de côté toute citation de l'histoire romaine qui ne doit être ici pour rien, sans examiner les comparaisons plus ou moins fausses, les rapprochemens plus ou moins bizarres: je dis qu'en considérant ce que nous sommes relativement à la souveraineté du peuple, nous ne pouvons pas décider définitivement, & qu'il n'existe pas de mandat formel qui nous autorise à juger irrévocablement Capet. Si Barrère ne craint de dire que le défenseur de Capet auroit pu demander l'appel au peuple, mais que les juges ne peuvent pas y penser; voici ma réponse: si le défenseur d'un accusé n'a pas fait valoir tous les moyens applicables à sa cause, est-ce une raison pour que le juge excède ses pouvoirs? L'inadvertance de l'un, autorise-t-elle l'autre à violer les principes? Non; ce n'est pas pour nous que de telles maximes ont été faites; ce sont celles qui suivoient les tyrans; & je crois bien que le cœur de Barrère les réprouve.

Je ne dois pas laisser sans réponse un autre de ses raisonnemens. Il a dit: il ne s'agit ici ni d'une loi, ni d'un jugement, *mais bien d'une mesure de sûreté générale*, & il a conclu qu'il ne faut pas consulter la nation. Ce qui est un aveu très-clair qu'il faudroit la consulter, s'il s'agissoit d'un jugement ou d'une loi: j'avoue que je ne conçois pas trop la distinction qu'on veut faire, & que je ne fais, dans la circonstance dont il s'agit, quel sens je dois donner à ces mots: *mesure de sûreté générale*. Je n'ai que deux manières d'envisager un homme; il est coupable, où il est innocent: s'il est coupable, c'est qu'il a violé, où les lois naturelles, ou les lois positives, & dans ce cas il doit être jugé, il faut un jugement; s'il est innocent, on ne doit s'occuper de lui que pour le faire jouir

des droits de citoyen & des avantages de la société. Et Capet n'est pas dans ce cas, car personne n'a mieux prouvé que Barrère qu'il étoit couvert de forfaits. Pourquoi donc Barrère, dédaignant les idées communes de la justice & la manière simple de les exprimer, vient-il nous parler de mesures de sûreté générale : on parloit aussi de sûreté générale ; lorsqu'on proposa contre toute une famille, lorsqu'on proposa contre deux ministres une décision arbitraire, fondée sur de prétendus soupçons dénués de preuves : ce n'est pas ainsi que des législateurs doivent agir ; leur marche doit être franche. Capet est coupable, il doit être jugé. C'est d'un jugement dont il s'agit, non de mesure de sûreté générale : or, Barrère est convenu indirectement que le jugement devoit être soumis à la ratification du peuple. On peut donc combattre & détruire ses conséquences avec ses propres principes : il y a plus, il a exprimé, d'une manière très-positive, *que l'appel au peuple étoit dans la rigueur des principes*. C'en est assez, ce sont les principes qui doivent nous diriger, & non les considérations plus ou moins étranges qu'on nous présente ; mais j'admets encore les mesures de sûreté générale. Par-là, j'entends ces mesures que l'intérêt public exige, & qui doivent être employées sans considérer les objets, ni les individus, ni leur conduite ; je dis que vous devez encore soumettre votre décision au peuple : car, d'après vous-mêmes, il s'agit de la sûreté générale, & tous les Français peuvent vous demander compte de ce que vous faites sur ce point ; autrement, sous prétexte de sûreté générale, aujourd'hui vous prononceriez seul, sur un individu, demain sur un autre ; vous banniriez une famille, on vous proposeroit d'en chasser un autre. Il n'est pas un citoyen qui pût se flater d'être à l'abri de vos soupçons, & qui pût être assuré de son existence politique ; le règne de la liberté deviendrait celui de l'arbitraire, rien ne seroit plus odieux ; encore une fois, vous ne pouvez rien sans la ratification du peuple.

Certes, on ne devoit pas s'attendre à voir proposer à la Convention l'Assemblée constituante pour modèle. Barrère n'a cependant pas craint de le faire pour vous engager à décider seuls & irrévocablement. Il vous a dit que l'Assemblée constituante avoit tout fait sans consulter le peuple, & que sans cela, nous n'aurions jamais eu la liberté : moi je dis, si nous n'avons eu qu'une ombre de liberté pendant trois ans ; si nous avons été sur le point de la perdre, c'est précisément parce que le peuple n'avoit pas été formellement consulté. Profitons de l'expérience : le mal s'est fait parce qu'on avoit négligé de prendre le vœu du peuple ; pour faire le bien, hâtons-nous de lui demander son vœu sur la question qui nous occupe.

Ce n'est pas sans étonnement que j'ai entendu dire par un de ceux qui se prétendent exclusivement les défenseurs des droits du peuple, *que vous ne deviez pas arracher le cultivateur à son champ, l'artisan à son atelier*, pour le consulter sur ce qui l'intéresse. Est-ce ainsi qu'on parloit lorsqu'il a été question de nommer les représentans ? parlera-t-on ainsi lorsqu'il faudra consulter tous les Français sur la Constitution que vous préparez ? Je le redoute. L'austère vertu des habitans des champs, la droiture de l'artisan industrieux, présenteront toujours une barrière insurmontable aux intrigues. Les intrigans, en parlant sans cesse des droits de ces deux classes de citoyens, devront naturellement chercher à les restreindre.

On ne doit pas laisser sans réponse certains raisonnemens bizarres par lesquels on a prétendu prouver que le jugement de Louis Capet ne devoit pas être soumis au peuple, que le peuple ne devoit pas désigner la peine ; je les réfuterai, non qu'ils aient pu faire quelques impressions sur l'homme habitué à réfléchir ; mais pour détromper ceux qui ne jugent de la justice & de la puissance d'un moyen que d'après la confiance plus ou moins grande avec laquelle on le présente.

On a dit, c'est ce peuple qui a brisé le trône, c'est lui qui a emprisonné le tyran, il est son accusateur, il ne peut être son juge ; mais par qui donc le tyran seroit-il jugé ? sous quels rapports vous considérez-vous donc, lorsque vous avez décrété que Louis Capet seroit mis en jugement, & que ce seroit devant vous ? voudriez-vous aujourd'hui vous isoler & ne plus faire partie de la nation ? auriez-vous perdu de vue ce que vous êtes ? s'il en est ainsi, je vais placer devant vous le miroir que peut-être vous redoutez ; ayez le courage de vous y voir. Ou vous êtes les représentans du peuple, ou vous ne l'êtes pas ; si vous n'êtes pas les représentans du peuple, quelle est votre autorité ? qui vous a revêtus de cet immense pouvoir qui tient vingt cinq millions d'hommes sous vos lois ? si ce n'est pas les droits du peuple que vous exercez ici, si ce n'est pas lui-même qui agit par vous dans cette enceinte ; fuyez vous êtes des tyrans ; mais si vous êtes les représentans du peuple, sachez vous rendre compte des devoirs que ce titre vous impose, observez-en la nature & sachez en respecter les bornes. Vous êtes les représentans du peuple, c'est-à-dire lui-même pour l'exercice de la portion de ses droits qu'il vous a confiés ; vous n'êtes rien que sous ce rapport là on finissent les droits du peuple, là finissent les vôtres ; s'il en étoit autrement, vous seriez plus que le peuple lui-même, par conséquent

des tyrans. Mais non, vous ne pouvez exercer qu'une autorité déléguée, & si le peuple ne peut pas juger lui-même, comment vous, qui n'êtes que lui pourriez-vous juger? Le représentant ne peut pas plus que le représenté: si le représenté est accusateur, le représentant l'est essentiellement, & si le représenté ne peut pas juger, le représentant ne peut pas rendre de jugement; car il seroit absurde de soutenir que celui que je mets à ma place, a d'autres droits, d'autres prérogatives, d'autre autorité, d'autres attributs pour l'objet de la représentation, que ceux que j'ai moi-même. On a dit que le peuple ne peut pas juger; vent-on par-là nous donner à entendre que nous ne devons pas juger nous-mêmes? En paroissant poursuivre le tyran avec un feint acharnement, voudroit-on présenter des prétextes d'impunité? si tel est le projet qu'on a formé, il est insensé: le peuple & le tyran sont deux ennemis en présence; le tyran a assassiné le peuple lorsqu'il a pû le faire, le peuple peut punir le tyran après l'avoir vaincu, & lui seul en a le droit.

Ceux qui ont dit que le peuple ne pouvoit pas juger parcequ'il étoit accusateur, ont confondu toutes les idées; ils ont supposé qu'une nation qui s'élève contre son tyran, pouvoit se trouver dans une position pareille à celle d'un membre de la société, qui en accuse un autre devant ceux qui sont chargés de maintenir les lois: c'est une grande erreur. Dans le cours ordinaire de la justice, il est trois chose à remarquer: l'accusateur, l'accusé, & la société représentée par les juges, pour l'application de la loi; l'accusateur est celui qui demande à la société contre un de ses membres, la peine d'une violation de la loi, qui a causé du dommage, soit à lui, soit à la chose publique; il résulte de là, que l'accusateur ne peut pas être juge, parce qu'il seroit possible qu'il fût plus occupé à servir des vues particulières que l'intérêt général, & surtout parce qu'il est facile de trouver des hommes aussi intéressés à défendre l'accusé qu'à le condamner; parce que, s'il importe beaucoup à la société que la loi ne soit pas violée, il lui importe aussi beaucoup qu'un de ses membres ne soit pas condamné lorsqu'il est innocent; c'est sur cela qu'on a établi le principe, que l'accusateur ne pouvoit pas être juge de l'accusé. Mais la nation accusant son tyran se trouve-t-elle dans des rapports pareils à ceux d'un membre de la société, qui demande contre un autre la peine d'une violation de la loi? non, la position ne peut être la même sous aucun point-de-vue. Entre l'accusateur & l'accusé ordinaires, il se trouve un tiers assujéti aux mêmes lois, qui est au-

tant intéressé à suivre l'accusation, lorsqu'elle est fondée qu'à la rejeter lorsqu'elle ne l'est pas. La nation française où trouveroit-elle ce tiers impartial? Quelle est la puissance qui pourroit ici bas prononcer entre elle & son tyran? il n'en est point; qu'on ne fasse donc plus cette objection, que le peuple ne peut pas prononcer sur Capet parce qu'il l'accuse; la raison la reprouve, un tyran & le peuple qu'il opprime, sont dans l'état de nature: la force seule doit décider entre eux.

Je continue à poursuivre Dubois-Crancé dans ses raisonnemens. Capet, vous a-t-il dit, a lui-même refusé l'appel au peuple, & pour vous le prouver il a rappelé une citation de Jean-Jacques - Rousseau employée par son défenseur; ce moyen n'est pas plus solide, que celui que je viens de discuter; il présente une erreur de principe & une conséquence monstrueuse; car, ou la citation est applicable à la question, ou elle ne l'est pas; si elle est applicable à la question, ni vous, ni le peuple ne pouvez juger Capet; cependant Dubois-Crancé paroît vouloir que vous le jugiez; ou elle ne l'est pas, & dans ce cas on ne doit pas en étayer un raisonnement; desorte qu'avant tout, il faudra que Dubois-Crancé nous réponde sans équivoque à cette question: croyez vous que le principe de Jean-Jacques invoqué par le défenseur de Capet, puisse servir de règles dans la circonstance où nous nous trouvons? s'il répond affirmativement: je lui dirai, vous êtes en contradiction avec vous-même, car ce principe cité est, que la volonté générale, comme volonté générale, ne peut prononcer sur un homme ou sur un fait; & cependant vous voulez que nous, qui ne devons, qui ne pouvons qu'exprimer la volonté générale, nous prononcions sur un homme: s'il répond négativement je lui dirai, vous nous avez donc rendu un piège, en voulant diriger notre opinion sur une règle que vous ne voulez pas suivre vous-même; je ne crois pas qu'il puisse sortir de ce cercle. Je dois ajouter une réflexion: n'est-il pas bien étrange qu'on présente l'opinion de l'accusé comme la règle qui doit diriger ceux qui ont à prononcer sur son sort? pourrion jamais croire qu'un ami des droits du peuple ait pu proposer sérieusement de prendre le système supposé de Capet pour guide de la Convention? Je veux bien pour un instant dire comme vous, que Capet ne veut pas appeler au peuple; quoi! vous avez brisé son sceptre, son trône est volé en éclats sous vos coups, parce qu'il avoit meconnu les droits du peuple, & aujourd'hui qu'il est prisonnier, vous voudriez que son opinion nous dirigeât, lorsqu'il

lorsqu'il les méconnoit encore, & qu'il paroît recuser le souverain lui-même ? je vous entends ; vous savez faire plier les principes, vous ne voyez que le but où vous voulez atteindre ; mais je dois vous le dire, ce n'est pas assez pour y arriver : il faut prendre une voie légitime.

J'aborde une espèce de raisonnement dans lequel deux opinans se sont rencontrés ; l'un par un mouvement oratoire, l'autre par une prétendue réfutation du dilemme de Salles, auquel on n'a pu encore répondre. Le dernier a dit : ou le peuple veut la mort, ou il ne la veut pas. Dans le premier cas, vous devez faire dresser l'échafaud ; dans le second, vous devez encore ordonner qu'on le prépare ; parce que, si le peuple veut l'arrêt de mort, vous pouvez le prononcer sans inconvéniens ; & s'il ne le veut pas, vous devez le prononcer encore pour éviter tous les maux que pourroit amener son erreur : vous devez le sauver malgré lui, quelque chose qu'il puisse arriver. Citoyens, voulez-vous avoir sous les yeux toute la théorie de l'aristocratie & du despotisme, réunissez cette dernière proposition à celle-ci : que le peuple est bien moins jaloux d'exercer sa souveraineté, que de bien choisir ceux à qui il doit en déléguer l'exercice. Un tyran, un conspirateur qui voudroit envahir le souverain pouvoir, que pourroit il dire de plus ? les rois, que disoient-ils autre chose ? quel autre système défendoient Cazalès & Mauri ? Les rois ont toujours prétendu que c'étoit pour le bonheur des peuples, qu'ils appesantissoient sur eux leurs sceptres de fer. Les citoyens réclamoient-ils contre l'oppression, c'étoit erreur de leur part : il falloit les sauver malgré eux, en leur conservant leurs despotes ; ils entendoient mal leurs intérêts ; toujours sous prétexte de faire leur bien, on les tenoit sous le joug en les privant de leurs droits. Il est une grande vérité qui ne peut trop être répétée : on ne tend jamais un piège sans y mettre un appât, & celui des ambitieux qui veulent asservir les nations, est de dire qu'il est de leur intérêt de confier l'exercice de leurs droits à un petit nombre, parce que le petit nombre peut être plus facilement corrompu, & de dire encore qu'il faut quelquefois aller contre la volonté du peuple pour faire son bien, parce que par-là on s'habitue à la méconnoître & à la compter pour rien. Loin de nous de pareils principes ; si nous les adoptons, c'en seroit fait de la liberté ; elle a été menacée cette liberté, par cela seul qu'ils ont été exprimés à cette tribune. Au milieu de la fluctuation des idées, du torrent des opinions, il est pour nous une boussole assurée, ayons la sans cesse sous les yeux.

Qui sommes nous ? les représentans du peuple. Que devons-nous faire ? exprimer sa volonté présumée. Eh ! c'est à nous qu'on ose dire qu'il est des circonstances où nous pouvons substituer notre volonté particulière à celle du souverain ! Non, vous n'adopterez pas un pareil système : vous voulez être les frères des hommes libres, & non leurs dominateurs ; vous voulez être les représentans du peuple, & non ses maîtres. Qu'on ne vienne pas, abusant des choses & des mots, supposer que vous pourriez vous disculper en disant : *nous sommes libres, il suffit ; rendons grâces aux Dieux*. On n'ignore pas que Cromwel crut aussi pouvoir s'exprimer de la sorte ; & si cette phrase a pu passer pour une reddition de comptes, elle ne couvrirait pas un attentat contre la souveraineté nationale. On a dit : & qu'importe que nos têtes tombent après celle de Louis, si la république est sauvée ! Ne vous faites pas illusion, en suivant ce qu'on vous propose : si vous veniez à tomber à votre tour, ce ne serait pas les amis des droits du peuple qui seraient sacrifiés, ce serait les tyrans qui seraient punis.

Il semble que dans cette discussion on se soit sans cesse occupé à s'éloigner des règles de la raison. Après avoir écarté le prestige des mots je raisonne froidement sur les idées de ceux qui font parade de si beaux sentimens. Je dois le dire, dans leur sublime transport, ils manquent de justesse & n'atteignent pas leur but. Que disent-ils ? que le peuple peut être dans l'erreur, & que quand bien même nos têtes devroient tomber, nous devrions aller contre sa volonté pour son bien. Quelle confusion d'idées ! Vous voulez donc faire le bien du peuple ; ce n'est que pour cela que vous voulez, que vous pouvez raisonnablement sacrifier votre vie ; mais ou le peuple pense maintenant comme vous, ou il a une opinion contraire. S'il pense comme vous, modérez vos transports, ils sont inutiles ; vous n'avez pas besoin de vous offrir en holocauste ; ce ne sont point vos têtes que le peuple demande, mais l'exercice de ses droits qu'il est juste de lui accorder. S'il a une opinion contraire, ce ne serait pas l'effusion de votre sang, quelque précieux que vous puissiez le supposer, qui détruirait un principe & qui changerait les dispositions du peuple pour le tyran ; sa mort ne ferait que rendre plus intéressant son fils, qui deviendrait plus à craindre que lui, & vous n'auriez fait qu'augmenter les maux que vous paraissiez vouloir éviter. Pour ramener à leur véritable point ces grands élans dont on se sert faute de raison, on peut encore employer le raisonnement suivant : ou vous croyez que le peuple vous punirait d'avoir donné la mort à Capet, sans l'avoir consulté ; ou vous croyez qu'il ne verroit en

vous que des représentans fidèles & des libérateurs. Dans le premier cas, le phantôme de la guerre civile que vous craignez, se tourneroit en réalité; car, si le peuple vous frappoit, ce ne seroit que pour avoir méconnu ses droits, & pour avoir attiré sur lui les plus grands malheurs; ce ne seroit que parce que ses préjugés pour son ci devant roi ne seroient pas encore détruits; & alors votre mort, au lieu de faire le bien de la patrie, en entraîneroit infailliblement la ruine. Dans le second, votre dévouement est absolument sans objet, il n'a aucune espèce de mérite; & pour le caractériser en un seul mot, ce n'est que du charlatanisme. En méconnoissant les droits du peuple, vous appelleriez sur vous la vengeance; votre mort seroit un acte de justice qui, bien loin de produire un effet salutaire pour la République, en empêcheroit à coup sûr l'affermissement; car, rien n'est plus propre à renverser un état de choses, que l'évidence des abus qui en résultent.

Dans aucun cas, vous ne pouvez vous mettre au-dessus de la volonté du peuple souverain; vous pouvez encore moins aller directement contre son vœu, sous prétexte de son bien ou de son erreur; vous êtes ici pour exprimer sa volonté, & non pour la maîtriser.

Après avoir discuté ce qu'on a donné comme de puissans raisonnemens, comme des motifs déterminans, je passe aux considérations.

On a dit, on parle ici de factieux & de désorganiseurs; mais Lafayette aussi disoit qu'il y avoit des factieux & des désorganiseurs; il traitoit ainsi les vrais amis de la patrie. Par-là on a voulu donner à entendre qu'il y avoit une ressemblance parfaite entre ceux que les ennemis de la révolution appeloient factieux & désorganiseurs, dans l'Assemblée constituante, parce qu'ils défendoient les droits du peuple, & ceux à qui l'on donne maintenant, avec justice, cette dénomination, parce qu'ils méconnoissent tous les principes, & qu'ils trompent l'attente de la nation: on voudroit faire passer une colérique & déraisonnable pétulance pour de l'énergie, & l'habitude de la calomnie pour de l'impartialité; on a encore un autre but, en érigeant en vertus les vices des uns, on transforme pour les autres l'accord des principes en complots, l'attachement aux droits du peuple en trahisons, le desir de suivre les règles de la justice & de la raison en faiblesse & pusillanimité, en un mot ceux-ci attribuent à ceux-là tout le mal qu'ils font, & cherchent à se parer de tout le bien qu'ils leur voyent faire; ils se proclament exclusivement les amis du

peuple, tandis que les autres en font les actions. Quelques réflexions sur cet état de choses ne seront pas inutiles : qu'on ne dise pas qu'elles soient étrangères au sujet ; on n'a pas craint de comparer à des ennemis de la patrie ceux qui croient que le peuple seul peut décider irrévocablement sur le sort de Capet ; il est bon de scruter la conduite de ceux qui les inculpent avec tant de noirceur.

Dans l'Assemblée constituante un parti soutenoit vigoureusement les droits du peuple, tandis qu'un autre s'en montrait ouvertement l'ennemi : les fauteurs de ce dernier, dépouillés de leurs privilèges ou de leurs bénéfices, voyant tomber en ruines un régime pour eux jadis si délectable, prodiguoient aux amis du nouvel ordre des choses les épithètes de factieux & de désorganisateur, ils faisoient tous leurs efforts pour empêcher la marche de la révolution ; aujourd'hui on entend encore dans cette enceinte les mêmes mots, on parle de faction & de projets de tout dévorer ; on va même jusqu'à prétendre qu'on peut s'enorgueillir du titre de factieux, on ne craint pas de rappeler les services qu'ils rendirent dans l'Assemblée constituante ceux à qui on prodiguoit cette dénomination, & l'on voudroit faire croire qu'on se trouve dans la même position. Quelle démence ! oui le titre de factieux & de désorganisateur pouvoit être un éloge, lorsqu'il s'agissoit de détruire le despotisme pour assurer la liberté ; il pouvoit être encore un titre honorable lorsque, dans l'Assemblée législative, on pouvoit encore penser à extirper les dernières racines de la plante parasite de la royauté ; mais maintenant qu'il n'y a plus rien à détruire, que le peuple doit jouir de la plénitude de ses droits, quiconque mérite le titre de désorganisateur & s'en pare, doit exciter l'indignation de tous les amis de la patrie, il mérite d'être percé des traits de leur juste vengeance. Fixons un peu nos idées ; si dès l'année 1789, un ambitieux, voyant le peuple s'élançant vers la liberté, avoit formé le projet perfide de le remettre dans les fers, & de faire tourner la révolution à son avantage particulier, qu'auroit-il fait ? D'abord il auroit eu grand soin de se réunir au peuple, de se montrer au nombre de ses défenseurs ; & avec eux il auroit, dans l'Assemblée constituante, sapé les fondemens du trône, & détruit & la noblesse & le clergé ; pendant l'Assemblée législative, il se feroit montré le zélé partisan des ennemis de l'ordre constitutionnel qui conservoit l'ancien tyran ; il auroit avec nous frappé avec sévérité les prêtres perturbateurs & les émigrés ; il auroit applaudi avec enthousiasme, en voyant se préparer la révolution du 10 août, dans

l'espoir d'être délivré, en quelque sorte, d'un concurrent, & le moment où le tyran fut mis en fuite, auroit été pour lui le sujet de la plus grande allégresse, de cette ivresse qui s'empare des ambitieux, lorsqu'ils croient arriver au but de leurs trames perfides. Les effets extérieurs de cette ivresse auroient passé pour ces élans de joie, auxquels les patriotes se livrèrent en croyant le trône renversé. Jusques-là, je le demande, quel est l'œil assez perçant qui a pu distinguer l'ennemi du peuple de son ami, le conspirateur du patriote ? il a été impossible de le discerner, ils ont suivi la même route ; mais il est venu ce moment où le masque doit tomber ! Le traître, que fait-il ? on l'a vu avec les vrais amis du peuple, il continue à dire qu'il est avec eux, & pour cela il s'entoure de quelques hommes qu'il entraîne par la promesse de partager avec eux les fruits de son crime ; on arrache le voile dont il cherche à se couvrir ; la réponse est toute prête : il dit qu'il a déjà partagé, avec les amis des droits du peuple, les injures des aristocrates, des royalistes, des contre-révolutionnaires, & que celles qu'on lui fait encore ne l'empêcheront pas de faire le bien. On sent combien il est difficile aux hommes simples & de bonne-foi d'éviter le piège ; on sent combien peu d'hommes sont assez réfléchis pour préférer celui qui fait le bien sans le dire, à celui qui cherche à faire le mal en disant qu'il fait le bien. On sent combien il est difficile que celui qui ne peut être heureux que du bonheur du peuple, mais qui ne se vante point, soit préféré à celui qui porte dans son ame perverse cette devise : *Perisse la nation, si je ne domine pas sur elle*, mais dans toutes les parties du costume sont chargées des enseignes de la liberté ; voilà pourquoi, maintenant ceux qui ne sont pas encore égarés restent floués & incertains ; ils se demandent à eux-mêmes ce qu'ils doivent penser en voyant divisés ceux qui jusqu'ici avoient marché sur la même ligne. C'est à ceux-là que nous devons surtout la vérité, qu'ils l'apprennent donc : vous avez un sûr moyen de les éclairer, c'est la question qui nous occupe ; elle fera connaître ceux qui n'ont suivi le peuple que pour le tromper, & ceux qui ne se sont attachés à lui que pour défendre ses droits.

Je me résume de cette discussion : il résulte que ceux qui parlent de guerre civile, savent mieux que personne qu'elle est impossible au sujet de la question qui nous occupe ; que ceux qui parlent de l'impossibilité de recueillir le vœu du peuple, sont en contradiction avec eux-mêmes. Il en résulte encore un petit nombre de propositions simples, mais de la plus grande force.

Votre mandat ne porte point l'obligation de juger irrévocablement Caser.